

secteurs de la collectivité et non pas simplement essayer de faire de l'un d'eux le bouc émissaire—les syndicats ouvriers, en l'occurrence.

Nombreuses sont les utiles dispositions dont pourrait s'occuper le nouveau ministre de la Consommation et des Corporations. L'une serait de trouver des moyens d'aider les gens à revenus fixe et faible, dont les pensionnés, à se procurer assez de nourriture pour pouvoir s'alimenter convenablement. C'est là un problème réel. Je ne m'oppose nullement à l'envoi de nourriture aux habitants des pays souffrant de marasme, sous-développés ou ravagés par la famine, mais j'exhorterais le ministre à trouver un moyen de subvenir aux besoins de nos vieillards sous-alimentés qui habitent les greniers et les sous-sols et qui n'ont, trop souvent, pour toute subsistance, que thé, rôties et nourriture pour chats.

**Une voix:** Allons donc!

**Mme MacInnis:** Je ne me laisserai pas intimider par des remarques de ce genre. Nos vieillards subsistent sur ce que nos normes modernes considèrent comme totalement insuffisant pour survivre. Ils souffrent parce qu'ils sont âgés et sans défense.

• (2040)

[Français]

Monsieur l'Orateur, j'ai signalé l'existence de quelques-uns des plus graves problèmes auxquels se heurtent nos citoyens à l'heure actuelle. Il y en a bien d'autres, je vous assure. Il y a, par exemple, les problèmes du logement, de la main-d'œuvre, des garderies pour les enfants des mères qui travaillent à l'extérieur, de la pollution, de la conservation de l'environnement, de la planification des familles. Une liste complète serait interminable.

Les individus qui touchent un revenu suffisant sont peut-être en mesure de résoudre ces problèmes ou de leur échapper. Mais les personnes et les familles à faible revenu, ou même à revenu moyen, sont prises dans le piège de la pauvreté auquel elles ne sauraient échapper sans l'aide du gouvernement.

De ce fait, je soutiens que ni le très honorable premier ministre, ni son gouvernement n'ont le droit de détourner les yeux ni de faire la sourde oreille à la détresse de ceux qui implorent leur appui. Parler des conditions défavorables dans tous les autres pays du monde n'excuse pas le manque d'action en vue d'améliorer le sort de la population canadienne. Ce gouvernement a réclamé le droit d'élaborer une politique pour le bien-être de tous nos concitoyens. On la lui a donnée. Maintenant, ce gouvernement ne peut pas échapper à sa responsabilité.

[Traduction]

Aujourd'hui je n'ai pas mâché mes mots pour critiquer les péchés par omission du gouvernement. Je puis vous assurer que toutes mes critiques sont fondées sur d'innombrables entrevues, appels téléphoniques et lettres émanant de mes commettants et de toutes les parties du Canada ces dernières semaines. Il me semble totalement irrationnel et honteux de nous vanter avec tant de complaisance de nos richesses naturelles, de notre technolo-

[Mme MacInnis.]

gie, de l'augmentation de notre produit national brut et de nos magnifiques exploits de ces derniers mois tout en permettant qu'un Canadien sur cinq vive en dessous du minimum vital et voie ses enfants pris eux aussi au piège de la pauvreté et condamnés à leur tour à pourrir dans l'oisiveté et être qualifiés par les citoyens aisés de bons à rien et de fainéants. Cela est néfaste et totalement inutile.

Mais le gouvernement se refuse à payer le prix du remède à cette situation; ce prix serait de refuser résolument de céder aux pressions exercées par les grosses entreprises et de légiférer dans l'intérêt de l'ensemble de la population. Le gouvernement doit accorder la priorité au secteur de la population qui a le plus besoin d'aide. C'est ce que le gouvernement a refusé et refuse toujours de faire. En fait, il recherche toutes les occasions de mentionner qu'il désire une meilleure collaboration et des rapports plus fructueux avec la collectivité industrielle comme si c'était là que le besoin se fait le plus pressant. Ce gouvernement a ainsi perdu son droit à gouverner une démocratie, quels que soient les artifices qu'il emploie pour camoufler son échec. Je suis certaine, et j'espère avoir raison, que les Canadiens sont presque à bout de patience et de crédulité et ne se laisseront plus circonvenir par un mélange de phrases bien tournées, de beaux slogans, de charismes ou de tous autres moyens utilisés pour détourner l'attention du fait que le gouvernement n'a pas accordé ses lois aux besoins de la population et n'a pas l'intention de le faire.

C'est pour cette raison, monsieur l'Orateur, que je dis que les Canadiens en sont venus lentement mais sûrement à l'opinion bien arrêtée que le gouvernement actuel a abdiqué ses droits à gouverner cette démocratie que nous avons encore, Dieu merci, au Canada.

**L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, je tiens à me joindre au grand nombre de députés qui ont félicité les motionnaires de l'Adresse en réponse au discours du trône.

**Une voix:** Pourquoi?

**L'hon. M. Olson:** Si je devais expliquer pourquoi, monsieur l'Orateur, j'y consacrerai probablement la majeure partie de mes 40 minutes. Les deux discours étaient excellents.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Je croyais que le ministre ne disposait que de 30 minutes.

**L'hon. M. Olson:** Je présume que le débat sur le discours du trône est le moment choisi pour faire une revue et exposer les principaux projets dans le cadre du sujet que nous désirons traiter. Je veux évidemment parler de l'agriculture. Il y a à peine quelques jours, nous avons finalement mis en vigueur la loi sur les offices de commercialisation que la majorité des cultivateurs de ce pays par la voix de leurs représentants demandaient depuis mon élection à cette Chambre, et même avant. Cette mesure est exactement ce que j'avais dit qu'elle serait et ce que les députés de ce côté-ci avaient dit qu'elle serait quand nous avons présenté le bill C-176. C'est une loi habilitante qui figure déjà aux recueils des lois et la plupart des producteurs de denrées agricoles peuvent s'en prévaloir s'ils le veulent. Ni le gouvernement, ni bien sûr un membre quelconque de ce parti n'ont l'intention de faire avancer la question plus vite que ne le désirent les producteurs.